

La Suisse vire à droite

Autor(en): **Müller, Jürg**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **42 (2015)**

Heft 6

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912108>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse vire à droite

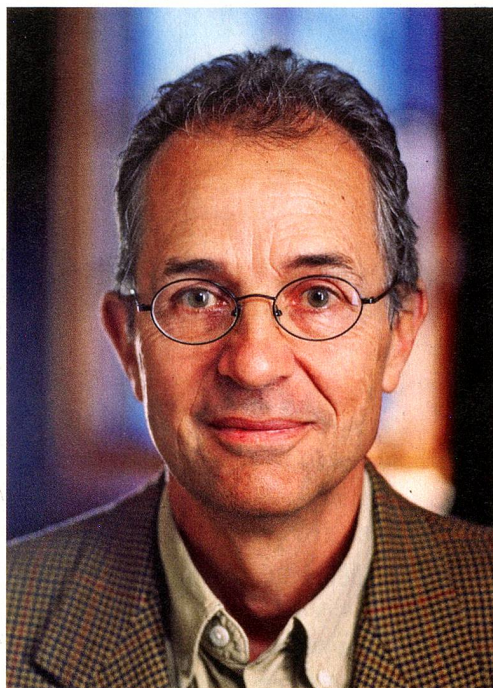
Le score de l'Union démocratique du centre (UDC), plus grand parti de Suisse, est en nette hausse. Les petits partis du centre perdent des voix; même la gauche sort affaiblie des élections fédérales.

JÜRIG MÜLLER

Après les élections parlementaires du 18 octobre 2015, qui se trouvent être les cinquantièmes, le paysage politique suisse change radicalement. Cet anniversaire électoral est en effet marqué par un résultat historique: depuis l'introduction de la proportionnelle en 1919, jamais aucun parti n'avait compté autant de représentants au Conseil national. La victoire massive de l'UDC est parachevée par la poussée tout aussi importante du nombre de voix des libéraux-radicaux (PLR). Les scores de presque tous les autres partis se sont plus ou moins nettement affaiblis. L'issue des élections est particulièrement amère pour les nouveaux partis du centre qui étaient sortis vainqueurs en 2011, notamment le Parti bourgeois-démocratique (PBD) né d'une scission de l'UDC et les Verts libéraux (pvl).

Les gagnants: l'UDC et le PLR

■ Avec 29,4 %, l'UDC grimpe en nombre de voix. Lors des dernières élections de 2011, elle était tombée à 26,6 % et avait perdu des voix pour la première fois depuis 1987. Au-



jour d'hui, elle gagne 11 sièges supplémentaires au Conseil national et constitue de loin le plus grand groupe avec 65 élus. Deux personnalités jouent un rôle révélateur: avec l'élection du nouveau venu en politique Roger Köppel, éditeur et rédacteur en chef de la «Weltwoche», l'UDC s'empare du Conseil national avec le plus grand nombre de votes person-



Tim Guldemann (à g.) et Roger Köppel créent la surprise: le premier (PS) est élu en tant que Suisse de l'étranger au Conseil national et le deuxième (UDC) obtient le meilleur résultat de tous les temps avec 178 090 voix

nels jamais obtenu en Suisse. Par ailleurs, l'ère Blocher se poursuit avec une représentante féminine: Magdalena Martullo-Blocher, la fille de Christoph Blocher, à la tête d'Ems-Chemie, fait son entrée au Conseil national.

■ Après une longue chute de plus de 30 ans, le PLR réussit à changer la tendance. Il passe de 15,1 à 16,4 % des voix

Plus de candidats, plus de listes

À en juger par le nombre inédit d'hommes et de femmes ayant eu envie de supporter le fardeau de la campagne électorale, un siège au Conseil national semble vraiment intéressant. Selon la Chancellerie fédérale, dans les 20 cantons appliquant le scrutin proportionnel, 3788 candidats (contre 3458 en 2011) se sont lancés dans la course cette année, soit une hausse de 9,5 %. En outre, les six cantons à scrutin majoritaire ayant chacun un seul siège au Conseil national (Appenzell Rhodes-Extérieures et Rhodes-Intérieures, Obwald, Nidwald, Uri et Glaris) ont enregistré 14 candidatures supplémentaires. Au total, 3802 personnes ont brigué un siège à la Chambre du peuple.

La proportion de candidatures féminines a connu une légère hausse par rapport à 2011, passant de 32,8 à 34,5 %, mais elle stagne à environ un tiers des représentants depuis 2007. Le nombre de listes dans les cantons à scrutin proportionnel a aussi augmenté, de 365 listes en 2011 à 422.

Un Suisse de l'étranger élu pour la première fois

L'intérêt des Suisses de l'étranger à siéger au Conseil national a légèrement baissé par rapport aux dernières élections: ils ont été 56 à se présenter cette année, contre 73 en 2011. Plusieurs partis ont fait campagne avec des listes «internationales». L'UDC en tête, qui a proposé des

listes internationales dans dix cantons. Une certaine désillusion peut être à l'origine de cette baisse d'intérêt: si l'importance politique des Suisses de l'étranger a augmenté depuis l'introduction du droit de vote par correspondance en 1992, les chances d'être élu restent faibles car la plupart des candidats sont pratiquement inconnus. Le social-démocrate Tim Guldemann fait exception. Domicilié à Berlin, diplomate de crise de premier plan et ambassadeur ayant occupé des postes importants, il a pris sa retraite en Allemagne en mai 2015. Il a réussi un coup de maître en étant le premier véritable Suisse de l'étranger à être élu au Conseil national. (JM)

et détient désormais 33 fauteuils, soit trois mandats de plus.

■ Le PS conserve certes sa place de deuxième parti le plus fort. Si son nombre de voix reste très stable (18,7% en 2011 et 18,8% en 2015), il perd malgré tout trois représentants. Même le président de son groupe, Andy Tschümperlin (Schwytz), n'a pas été réélu.

■ À gauche, le parti écologiste sort laminé. Il faisait déjà partie des perdants en 2011 et dégringole aujourd'hui de 8,4 à 7,1% en ne sauvant que 11 mandats sur 15.

■ Le PDC aussi est aspiré par la chute des partis centristes. Ce parti traditionnel recule de 12,3 à 11,6%. Avec seulement un siège en moins, il limite la casse et compte désormais 28 représentants. Il enregistre néanmoins son pire résultat de tous les temps.

■ Le bilan du pvl est amer, surtout par rapport à sa spectaculaire victoire de 2011. Il était alors passé de 3 à 12 fauteuils et engrangeait 5,4% des voix. Redescendu à 4,6%, il perd presque la moitié de ses sièges en comptabilisant sept élus.

■ Le PBD, le parti de la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, s'effondre également alors qu'il était



Les présidents des partis bourgeois dans l'attente des résultats: Toni Brunner, de l'UDC, devant Philipp Müller du PLR

aussi sorti vainqueur en 2011. Il recule de 5,4 à 4,1% et ne dispose plus que de sept sièges contre neuf précédemment.

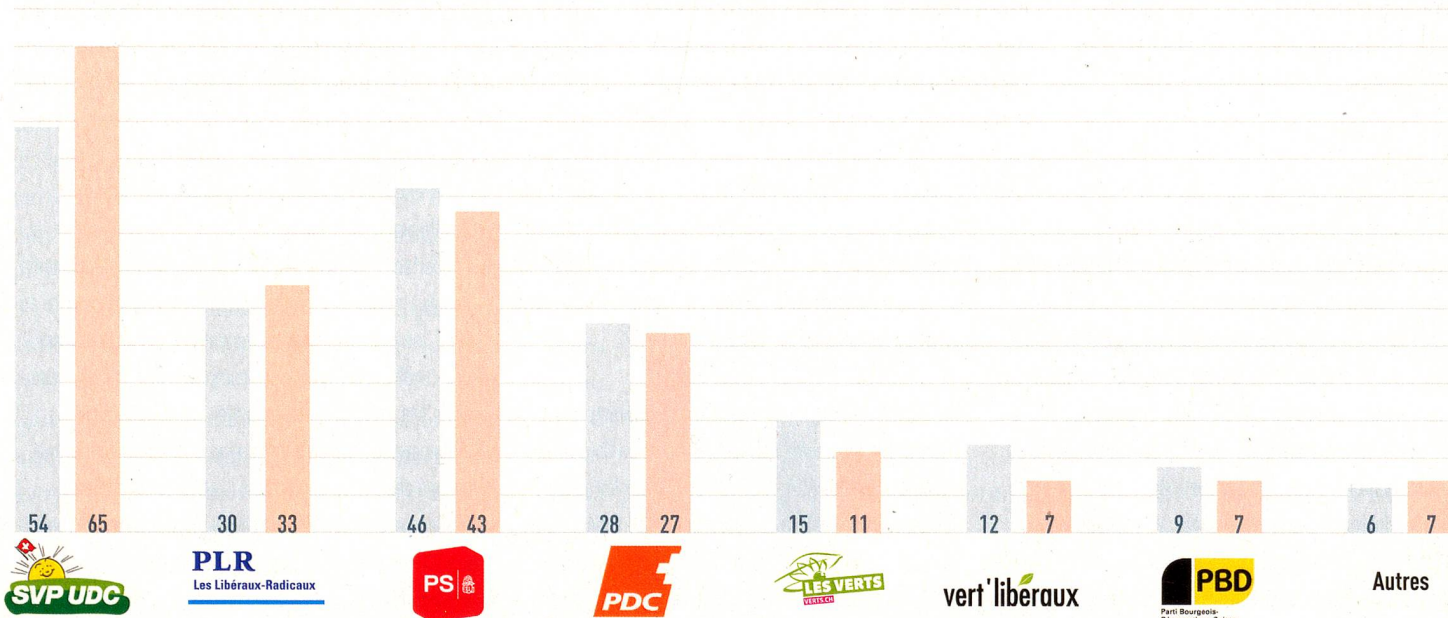
Redéploiement à droite

L'impressionnante victoire de l'UDC, et du PLR, est renforcée par le fait que la droite, si on inclut les petits partis de la Lega dei Ticinesi (deux sièges) et du Mouvement Citoyens Genevois (un siège), dispose à présent de la majorité absolue au Conseil national avec 101 sièges. Cette majorité n'a rien d'au-

tomatique. Elle pourrait faire bloc sur les questions économiques, sociales et fiscales, mais restera insignifiante dans d'autres domaines. En matière de politique européenne par exemple, le PLR diverge grandement de l'UDC car les libéraux-radicaux sont clairement favorables à la voie bilatérale.

Face à ces résultats, il ne faut pas oublier que la Suisse a toujours été un pays traditionnellement bourgeois, avec une claire majorité bourgeoise, voire de droite. Autrefois, le paysage politique était dominé à force égale

La répartition des sièges au Conseil national avant et après les élections du 18 octobre 2015



par les radicaux – un parti alors puissant – et les catholiques conservateurs (l'actuel PDC) associés au parti des paysans, artisans et bourgeois (le PAB, devenu l'UDC). Au cours d'un long processus, ces forces se sont redéployées. Aujourd'hui, la droite forte est représentée par l'UDC populiste, et s'inscrit ainsi dans la tendance européenne.

L'effondrement des partis du centre tient surtout à leur absence de contours. Ils n'ont pas réussi à regrouper leurs forces avec le PDC. Il n'est pas exclu non plus que la résurgence des Verts libéraux et du PBD soit passagère. Il y a toujours eu en Suisse des partis qui enregistrent un certain temps des victoires surprenantes avant de disparaître. L'Alliance des Indépendants en est un exemple éloquent.

Les problèmes actuels liés aux réfugiés et le renforcement de la politique migratoire qui en découle ont porté un coup fatal aux concurrents de l'UDC. Tous les autres sujets politiques tels que l'environnement, la sortie du nucléaire ou les questions sociales sont passés au second plan, ce qui a aussi pesé sur le résultat des Verts. Les incertitudes sur l'avenir économique ont de nouveau apporté des voix au PLR. En effet, beaucoup d'électeurs se sont réfugiés vers ce parti qui défend traditionnellement des valeurs économiques.

Stabilité au Conseil des États

Un deuxième tour sera nécessaire dans de nombreux cantons: 19 sièges n'ont pas pu être pourvus lors du premier tour.

La composition politique définitive de l'Assemblée fédérale ne sera connue qu'après le deuxième tour dans 12 cantons pour les élections au Conseil des États. Le 18 octobre en effet, seuls 27 des 46 sièges ont été attribués, à savoir huit aux libéraux-radicaux, sept au PDC, six au PS et cinq à l'UDC. Le Schaffhousois sans parti Thomas Minder, le père de l'initiative contre les rémunérations abusives couronnée de succès, a lui aussi été réélu. Le PDC et les Verts libéraux ont tous deux perdu un siège.

Habituellement, la situation au Conseil des États est plutôt stable; aucun changement considérable ne devrait intervenir, pas plus qu'un glissement vers la droite comparable à celui qu'a connu le Conseil national.

Il est toutefois possible que le PLR conteste la suprématie traditionnelle du PDC. Mais la vraie question est de savoir si le PS parviendra, lors du prochain tour, à conserver les 11 sièges acquis il y a quatre ans. Et ses chances sont bien réelles: à Zurich, le candidat socialiste Daniel Jositsch a été élu dès le premier tour, à la surprise générale. Cela dit, l'UDC peut également encore nourrir de bons espoirs. À Berne, toutefois, le directeur de campagne nationale de l'UDC, le conseiller national Albert Rösti, n'arrive qu'en troisième position, derrière les deux conseillers aux États en place, Werner Luginbühl (PBD) et Hans Stöckli (PS). L'UDC a manifestement plus de peine à imposer ses candidats dans le système majoritaire uninominal. (JM)

Tension maximale pour l'élection du Conseil fédéral le 9 décembre

Le renouvellement intégral du Conseil fédéral s'annonce passionnant. Vainqueur des élections au Parlement, l'UDC revendique un deuxième siège, ce qui pourrait réussir avec des candidats modérés. L'élection serait facilitée si Eveline Widmer-Schlumpf renonçait à un nouveau mandat. Le mauvais résultat du PBD, son parti, met la conseillère fédérale élue en 2007 sous forte pres-

sion. Si elle se représente, le PS, les Verts, le PDC, le PBD, le pvl et le PEV pourraient tenter de sauver son siège en argumentant que le centre a aussi droit à un représentant. L'UDC et le PLR plaident en faveur d'une «formule magique arithmétique»: les trois plus grands partis ont droit à deux sièges au Conseil fédéral et la quatrième force politique à un. Autrement dit 2 UDC, 2 PLR, 2 PS et 1 PDC.

La répartition des sièges au Conseil des États avant les élections du 18 octobre 2015

